Solidaires Finances Publiques

la cgt Finances Publiques

FO DGFiP

Cfdt: FINANCES PUBLIQUES

Syndicat cftc Finances publiques

LE 5 NOVEMBRE CONTINUONS DE DÉFENDRE

LA JUSTICE SOCIALE, LES SERVICES PUBLICS ET NOTRE POUVOIR D'ACHAT !

En cette fin 2026, la colère sociale atteint un niveau rarement égalé. Après un été marqué par l'aggravation des conséquences de la crise climatique, la jeunesse s'est levée pour protester contre la dégradation avancée du système d'éducation et un avenir sans débouché.

Cette mobilisation a suscité de l'écho dans la société tout entière, qui subit les conséquences des politiques injustes menées par les gouvernements successifs.

Des manifestations dans tout le pays ont permis la jonction des luttes et des revendications les 17 et 24 octobre.

AU COEUR DE CETTE COLERE : LA JUSTICE SOCIALE, LES SERVICES PUBLICS ET LE POUVOIR D'ACHAT

Les situations dramatiques que nous avons connues cet été ont encore démontré à quel point les Services Publics sont essentiels.

Les agentes et agents publics sont en première ligne face aux défis de plus en plus nombreux que nous affrontons. Les services publics demeurent un réel rempart pour nos concitoyens, assurant encore une certaine redistribution nécessaire des richesses, malgré les attaques incessantes contre leurs missions, afin de garantir la cohésion sociale.

Or les inégalités se creusent, largement favorisées par les choix fiscaux, budgétaires et économiques de ces 10 dernières années en faveur des ultra-riches et des grandes entreprises.

Les missions de la DGFiP s'inscrivent pleinement dans ce contexte : elles doivent être renforcées pour assurer le financement indispensable des services publics et la justice fiscale.

Ainsi, le NRP2, avec l'abandon de nouveaux territoires, et l'annonce de 176 nouvelles suppressions d'emplois sont injustifiables !

LE SURGEL DU POINT D'INDICE PROVOQUE UN DECROCHAGE SALARIAL HISTORIQUEMENT CATASTROPHIQUE

S'agissant des rémunérations, les personnels qui portent les missions au quotidien sont encore et toujours les éternels sacrifiés, et c'est également ce que subit la très grande majorité de la population. Alors que les prix de l'essence, de l'alimentation, du logement ne cessent d'augmenter, trop de personnes, y compris des fonctionnaires, voient leur situation se dégrader.

Pourtant, dans son projet de budget, le Gouvernement fait le choix d'aggraver encore la situation. Accentuant le chantage à la dette, plutôt que de s'attaquer aux véritables causes du déficit budgétaire, l'injustice fiscale et la captation par une minorité des richesses produites par toutes et tous, il s'attaque aux plus précaires en gelant les prestations sociales et aux retraités.

Il baisse aussi les moyens de nos services publics et continue de geler la rémunération des fonctionnaires qui subissent un décrochage salarial historiquement catastrophique.

L'appel interprofessionnel à la généralisation de la grève le 5 novembre fait suite à la forte mobilisation des agentes et agents de la Fonction Publique le 29 septembre dernier, des mobilisations de la jeunesse et contre la vie chère.

Nos revendications à la DGFiP, aux Ministères Économiques et Financiers et à la Fonction Publique convergent avec celles de toute la population qui veut vivre dignement :

– IL FAUT RENFORCER LES SERVICES PUBLICS ET EN GARANTIR UN ACCES EQUITABLE A TOUTE LA POPULATION.

– IL FAUT METTRE EN OEUVRE DES MESURES DE JUSTICE FISCALE POUR ASSURER LE FINANCEMENT DES URGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.

– IL FAUT AMELIORER LE POUVOIR D'ACHAT DE TOUTES ET TOUS LES SALARIES, DU PUBLIC COMME DU PRIVE.

NOUS DEVONS FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX LE PLUS FORT POSSIBLE :

TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 5 NOVEMBRE !